Les chrétiens à Lyon à la veille de mai 68

Olivier Chatelan

maître de conférences en histoire contemporaine
Université Lyon 3, Larhra

Pour son homélie lors de la Journée des moyens de communication sociale à l'église Saint-François de Sales le 3 février 1968, le cardinal-archevêque de Lyon Alexandre Renard choisit d'exposer « Ce qui change et ce qui ne change pas dans l'Église » : dans le second cas, il s'agit de « la doctrine de la foi », de « la morale fondamentale du christianisme » et de « l'obligation de l'annonce de la Bonne nouvelle ». Quant aux changements, un peu plus de deux ans après la dernière session du concile Vatican II achevée en décembre 1965, ils tiennent principalement aux yeux de l'archevêque au « langage » et au « vocabulaire » de l'Église, laquelle est pourtant « pour tous les hommes de tous les siècles » : l'institution ecclésiale doit donc s'efforcer de se faire comprendre dans un double souci de fidélité à son enseignement pluriséculaire et d'adaptation à tous ceux à qui elle doit s'adresser, comme l'illustre l'usage de la langue du pays en liturgie. Mais « notre temps », reconnaît-il, « interroge l'Église » : les « problèmes sociaux » (tensions dans le monde du travail), « familiaux » (autour des questions de conception et contraception), et « internationaux » (au Vietnam en particulier) interpellent les catholiques qui ne peuvent y rester indifférents [1].

Prenons le cardinal au mot, pour envisager à la veille des évènements de mai-juin 1968 les continuités et les ruptures dans le christianisme lyonnais, en tentant d'éviter deux écueils : d'une part ne pas anticiper sur l'après, c'est-à-dire en se gardant d'une vision téléologique ; d'autre part en ne reproduisant pas à l'identique ce que mes prédécesseurs ont dit brillamment sur le diocèse de Lyon dans le second XXe siècle, de Jacques Gadille dans le dernier chapitre de *l'Histoire du diocèse de Lyon* à Jean-Dominique Durand dans sa grande introduction au livre 50 ans de catholicisme à Lyon, de 1968 à 2018 [2]. Le sujet n'est toutefois pas le même ici : il s'agit de dresser un état des lieux des chrétiens à Lyon (dont nous étendrons parfois le périmètre à

1. Cardinal Alexandre Renard, « Ce qui change et ce qui ne change pas dans l'Église », *Église de Lyon* du 23 février 1968.

2. Jacques Gadille, *Histoire du diocèse de Lyon*, coll. « Histoire des diocèses de France », Beauchesne, Paris, 1983 ; Jean-Dominique Durand, « Du Concile à aujourd'hui : une lecture d'un demi-siècle d'histoire lyonnaise du catholicisme », dans Bernadette Angleraud, Valérie Aubourg et Olivier Chatelan (dir.), *50 ans*

celui de l'agglomération, plus pertinent) à un moment donné, qu'on restreindra aux premiers mois de l'année 1968. Cette « photographie » des chrétiens à Lyon ne va pas sans difficultés : le travail de recherche réalisé en amont de cette communication révèle à quel point manquent des études sur nombre de mouvements, paroisses ou personnalités au milieu des années 1960. Les lacunes sont encore plus criantes pour le protestantisme lyonnais qui fait pleinement partie du sujet et sur lequel je ferai le point ponctuellement de façon nécessairement parcellaire. L'anniversaire des évènements de mai-juin 1968 a donné lieu à une série de publications sur le cas lyonnais, riches de témoignages qui font émerger l'identité et la parole de militants d'origine chrétienne peu visibles dans les archives ecclésiastiques. On regrettera toutefois que l'approche des trajectoires en milieu chrétien soit abordée sous les seuls angles de la socialisation, de l'apprentissage de la contestation puis de la prise de distance avec l'Église ou la foi [3].

On a choisi ici de reprendre la déclinaison proposée par le cardinal Renard entre le temps long et le temps court, les permanences et les mutations, bien que les termes en soient différents. Seront présentées d'abord, en ce début de l'année 1968, les structures du diocèse : le territoire, son aménagement et son gouvernement. Il s'agit pour l'essentiel d'une histoire aux fluctuations faibles mais non immobile. Puis seront passés en revue les groupes qui animent cet espace lyonnais. Ce panorama laissera enfin la place à une histoire plus évènementielle, en faisant un tour d'horizon succinct de l'actualité des chrétiens lyonnais au début de l'année 1968 [4].

1 Une histoire immobile ? Le territoire du diocèse de Lyon, son aménagement et son gouvernement au début de l'année 1968

Après un rappel des faits structurants qui constituent le diocèse de Lyon au milieu des années 1960, il faudra évoquer les transformations territoriales en lien avec l'urbanisation puis les principaux organes de gouvernement.

de catholicisme à Lyon, de Vatican II à nos jours (1965-2015), Karthala, Paris, 2016, p. 9-25. Voir également la contribution suggestive de Christian Sorrel dans le même ouvrage (« Le catholicisme social en action. Mise en perspective », p. 29-37). En revanche, les années 1960 ne sont pas traitées par Jean Comby, *L'Évangile au confluent,* Éditions du Chalet, Lyon, 1977.

3. Le cas de militants restés dans l'institution ecclésiale et/ou en accord avec leurs convictions religieuses est très peu abordé, comme si le maintien de l'appartenance religieuse était analysé dans les termes d'un engagement toujours suspect de cléricalisme ou de moindre intensité. Voir Collectif de la Grande Côte, *Lyon en luttes dans les années 68. Lieux et trajectoires de la contestation*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 2018, en particulier le chapitre 8 de François Alfandari, Lilian Mathieu et Vincent Porhel, « "On pouvait être catho et être révolutionnaire". Socialisations religieuses et appétences contestataires », p. 273-299, dont le titre paraît parfois en décalage avec le contenu de la majorité des témoignages, lesquels mettent surtout en évidence une « sortie de la religion » à l'occasion des luttes débutées avec Mai 68. Les auteurs utilisent le modèle d'analyse de la sociologie de l'émancipation de Luc Boltanski. Pour une lecture fine et renouvelée de la politisation des engagements religieux variable selon l'origine sociale, voir Julie Pagis, *Mai 68, un pavé dans leur histoire*, Les Presses de Sciences Po, Paris, 2014, en particulier le chapitre « Les racines de l'engagement en Mai 68 », p. 33-73. Pour le cas lyonnais, quelques éléments d'histoire religieuse dans Vincent Porhel et Jean-Luc de Ochandiano (dir.), *Lyon 68. Deux décennies contestataires*, Lyon, Éditions Lieux Dits, 2017, en particulier p. 33-37 (des rappels sur le catholicisme social lyonnais), p. 58 (la déconfessionnalisation de la CFTC) et p. 116-117 (l'attitude du clergé lyonnais en 1968-1969). L'ouvrage de témoignages *Mai 68 raconté par des catholiques* (Temps Présent, 2018, préface de Denis Pelletier) ne comporte pas de témoins lyonnais.

4. L'auteur souhaiterait remercier pour leur aide précieuse : Krystel Gilberton des Archives historiques du diocèse de Lyon ; les bibliothécaires de la Bibliothèque municipale de la Part-Dieu (silo et fonds jésuite des Fontaines) et le personnel de la Bibliothèque universitaire Henri de Lubac à l'UCLy.

1.1 Qu'est-ce que le diocèse de Lyon au début de l'année 1968 ?

Début 1968, le diocèse de Lyon correspond encore aux départements du Rhône et de la Loire [5] et inclut les rattachements tardifs (1954) de plusieurs paroisses des diocèses de Belley et de Grenoble situées sur des communes appartenant de fait à l'agglomération lyonnaise, comme Villeurbanne, Bron ou Vénissieux [6]. Cependant, le rattachement administratif au département du Rhône de 29 communes de l'Ain et de l'Isère [7] en 1967 n'a pas encore été suivi d'effets sur le plan religieux. Le diocèse est divisé en quatre archidiaconés, dont celui de Saint-Jean-Baptiste qui correspond à peu près au périmètre de l'agglomération lyonnaise défini par l'INSEE en 1968. Il regroupe les archiprêtrés de Lyon (73 paroisses), Villeurbanne (14), Écully (14), Neuville et Oullins (8), auquel a été adjoint celui de Givors [8].

D'après l'*ordo* de 1968 qui sert ici de source principale, le diocèse de Lyon compte alors 1 604 prêtres en activité, incardinés comme non incardinés, et en incluant dans ce calcul les 252 religieux « au service du diocèse [9] ». Parmi eux, 44 ont moins de 30 ans et 323 ont entre 30 et 39 ans, ce qui signifie qu'un peu moins d'un quart (23 %) du clergé en activité dans le diocèse a moins de 40 ans en 1968. À l'opposé de la pyramide des âges, les prêtres de plus de 60 ans en activité représentent une part équivalente, à hauteur de 24 %. Au total, 886 prêtres sont affectés au service des paroisses et 156 au service des aumôneries. La relève est-elle assurée ? En 1967, 10 prêtres ont été ordonnés dans le diocèse. Les séminaristes sont encore nombreux, même si la crise des vocations constitutive de la « crise catholique » commence à se faire ressentir [10] : le diocèse en compte 172, dont 3 étudient à Rome, 43 en 1er cycle (à Saint-Joseph), 54 en 2nd cycle (à Saint-Irénée) et 14 au Séminaire universitaire [11]. Dans les institutions dites « au service des vocations » (comme Notre-Dame de l'Argentière à Oullins), 450 garçons sont scolarisés de la 6e à la Terminale mais le bulletin signale une baisse des effectifs en classe de 6e pour ces établissements, de 113 à la rentrée 1965 à 96 à la rentrée 1967 [12]. On peut ajouter dans cette présentation rapide du clergé qu'un groupe de réflexion sur le diaconat permanent s'est mis en place à Lyon dès 1965 après son rétablissement autorisé par les Pères conciliaires comme degré permanent du sacrement de l'ordre. Le professeur au Grand séminaire Henri Denis et le laïc marié René Schaller préparent

5. L'érection du diocèse de Saint-Étienne date de décembre 1970.

6. Olivier Chatelan, « Le rattachement de Villeurbanne au diocèse de Lyon en 1954-1955 », dans Bruno Dumons et Bernard Hours (dir.), *Ville et religion en Europe du XVIe au XXe siècle*, collection « La Pierre et l'Écrit », Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2010, p. 101-114.

7. Il s'agit pour l'Ain des six communes de Crépieux-la-Pape, Genay, Montanay, Rillieux, Sathonay-Camp et Sathonay-Village, et pour l'Isère des communes des cantons de Décines-Charpieu et de Saint-Symphorien d'Ozon.

8. *Annuaire du diocèse de Lyon*, 1968.

9. À ces 1 604 prêtres en activité s'ajoutent 6 prêtres étudiants, 67 prêtres retirés et 19 sans affectation ou en activité dans un autre diocèse. L'*ordo* de l'année 1968 recense donc au total 1 696 prêtres dans le diocèse de Lyon.

10. Chiffres des ordinations et des départs de prêtres pour le diocèse accessibles dans Jean-Dominique Durand, « Du Concile à aujourd'hui… », *op. cit.*, p. 12-13.

11. Les autres séminaristes sont soldats, coopérants, en stage de travail (autorisé depuis 1965) ou poursuivent leurs études dans d'autres institutions.

12. *Église de Lyon* du 26 janvier 1968.

les premiers candidats, majoritairement issus de la région lyonnaise. Les premières ordinations auront lieu en avril 1970, toujours à Lyon [13].

1.2 L'aménagement du territoire diocésain et la prise en compte de l'urbanisation

L'enquête de pratique dominicale réalisée dans l'agglomération en mars 1954 a été le point de départ d'une réflexion sur la « pastorale d'ensemble » toujours à l'œuvre en 1968 : des « zones pastorales » (qui portent le nom de « secteurs pastoraux » dans l'agglomération) ont été définies à partir d'avril 1961 sous l'impulsion du nouveau secrétaire diocésain à la « pastorale d'ensemble » Gabriel Matagrin, et s'ajoutent au découpage en archiprêtrés. Les « conseils de zone » sont chargés de coordonner l'action pastorale et religieuse et des « commissions pastorales » sont également mises sur pied en 1961 dans le but de procéder à diverses enquêtes. Depuis 1964 existent dans les faits neuf « secteurs territoriaux » et trois « secteurs fonctionnels » (aumônerie d'hôpitaux, monde universitaire et monde scolaire) dans l'agglomération lyonnaise, qui servent de cadre à la pastorale diocésaine jusqu'en juillet 1969 [14].

Le milieu des années 1960 correspond également à l'apogée de la politique diocésaine de construction de nouvelles églises dans les périphéries urbaines de l'agglomération, coordonnée par l'Office diocésain des paroisses nouvelles (ODPN) que dirige le vicaire général Mgr Joannès Mazioux depuis 1960. L'enjeu est d'adapter le maillage des paroisses à la croissance urbaine inédite que connaît l'agglomération. Comme dans d'autres diocèses français, les années 1965-1968 constituent un ultime moment de consensus dans le clergé et chez les fidèles avant les remises en cause au tournant des années 1960-1970 [15]. Dans le diocèse de Lyon, à la date du 1er mai 1968, 35 églises nouvelles ont été consacrées depuis 1952, avec un pic en 1963 (neuf nouveaux lieux de culte). Le 28 avril 1968, le cardinal Renard est à Sainte-Foy-lès-Lyon en présence des prêtres des paroisses marraines pour consacrer l'autel de l'église Saint-Luc construite rue du Commandant Charcot [16]. Autre signe d'une prise en compte de l'urbanisation et de l'industrialisation de la région : le projet lancé en janvier 1967 d'une « zone pastorale interdiocésaine de la vallée du Rhône » sous la double impulsion de Gabriel Matagrin devenu évêque auxiliaire de Lyon en 1964 et du vicaire général de Grenoble Didier-Léon Marchand (futur évêque de Valence). Ce remodelage territorial est une réponse de l'Église à l'échelle provinciale à la réorganisation de l'ensemble de la région industrielle lyonnaise autour du complexe chimique du Péage de Roussillon. Le projet

13. Bruno Dumons et Daniel Moulinet (dir.), *Le diaconat permanent. Relectures et perspectives*, Cerf, Paris, 2007 ; Bruno Dumons, « Le rétablissement du diaconat permanent en France (1964-1976) », *Revue d'histoire de l'Église de France*, 229, juillet-décembre 2006, p. 415-434.

14. En juillet 1969 sera annoncée la mise en place de « secteurs pastoraux », nouvelle dénomination, suivie en janvier 1971 de celle de 21 « Unités pastorales nouvelles » (UPN). Voir Olivier Chatelan, *L'Église et la ville. Le diocèse de Lyon à l'épreuve de l'urbanisation, 1954-1975*, coll. « Religions en questions » / Association française de sciences sociales des religions, L'Harmattan, Paris, 2012.

15. Un constat de faillite est dressé par Jean Capellades dans le *Guide des églises nouvelles en France* publié au Cerf en 1969, l'année où se tiennent les deux journées d'études du Conseil national de construction d'églises (CNCE) dont les actes sont publiés chez Fleurus en 1970 (Jean Baboulène, Michel Brion et Jean-Marie-Vianney Delalande, *Faut-il encore construire des églises ?*). Dans l'agglomération lyonnaise, seulement deux églises nouvelles seront ouvertes en 1969, puis une par an entre 1970 et 1973, date de la fin des chantiers diocésains pour plusieurs décennies. Sur ces questions : Olivier Chatelan, *Les catholiques et la croissance urbaine dans l'agglomération lyonnaise pendant les Trente Glorieuses (1945-1975)*, thèse de doctorat d'histoire, Université Lumière-Lyon 2, 2009, en particulier p. 635-641(thèse publiée en ligne).

16. *L'Essor, hebdomadaire catholique d'information*, 3 mai 1968.

tourne court cependant : l'archevêque de Lyon refuse de s'y engager et une grande partie du clergé viennois craint l'érection d'un diocèse de Vienne-La Tour du Pin dans le Nord-Isère sur le modèle francilien des diocèses suburbicaires (auquel Mgr Renard a d'ailleurs contribué quand il était évêque de Versailles).

1.3 Le gouvernement du diocèse : le cardinal Renard et ses collaborateurs

Depuis 1967, c'est donc Alexandre Renard, élevé au cardinalat dès juin de la même année, qui remplace sur le siège archiépiscopal de Lyon Mgr Villot appelé à des fonctions à la Curie romaine. Paul VI loue « son esprit surnaturel, sa sureté doctrinale, son sens pastoral ». D'abord à Lille auprès du cardinal Achille Liénart, il a acquis une expérience au sein des milieux universitaires, et exerçait la direction des œuvres de ce diocèse. Docteur en philosophie, auteur d'une trentaine d'ouvrages, actif au Concile : l'homme paraît bien préparé (en tout cas intellectuellement) à assurer la charge qui lui est confiée à Lyon. Il y est toutefois desservi par une réputation de « romain » et de conservateur attaché à la doctrine qui explique un accueil réservé de la part d'une partie des fidèles et du clergé [17]. De fait, confronté presque dès son arrivée à la nécessité de mettre en place un Conseil du presbyterium (*cf.* infra) puis à la contestation soixante-huitarde, le cardinal Renard souffre rapidement d'une remise en cause de son autorité [18].

Au début 1968, l'archevêque est secondé dans sa charge par quatre vicaires généraux (Alphonse Merlier, Jean Peloux, Claudius Bonjean et Maurice Orelu), cinq vicaires épiscopaux (Joseph Basseville, Marcel Jourjon, René Alengrin, Joannès Mazioux et Henri Denis), auquel s'ajoute un comité théologique consultatif hérité de ses prédécesseurs. Surtout, le diocèse compte trois évêques auxiliaires : Mgr Paul-Marie Rousset, plus spécialement en charge de Saint-Étienne ; Mgr Alfred Ancel qui l'est depuis 1947, supérieur du Prado depuis 1942, président de la Commission épiscopale du monde ouvrier, spécialiste reconnu et écouté par ses confrères du monde prolétaire, et continuateur, dans le respect des directives romaines, de la figure du prêtre pauvre héritée du P. Chevrier ; enfin Gabriel Matagrin, déjà cité, expert de Mgr Villot au Concile, ordonné évêque auxiliaire en janvier 1965, proche de la Chronique sociale et accompagnateur des mouvements apostoliques du monde étudiant. Mgr Matagrin est sans doute un des meilleurs connaisseurs des sciences humaines en train d'éclore, attaché à la « pastorale d'ensemble » qui bat alors son plein et, dans le temps court, chargé par le Conseil permanent de l'épiscopat en décembre 1967 d'un rapport sur la question « Saurons-nous annoncer le salut en Jésus-Christ aux hommes d'aujourd'hui ? », auquel il s'attèle dès janvier 1968 et qui sera publié la même année sous le titre *Jésus-Christ sauveur, espérance des hommes d'aujourd'hui* (Centurion, 1968) [19].

17. Jean-Dominique Durand, « Renard (Alexandre) », dans Dominique-Marie Dauzet et Frédéric Le Moigne (dir.), *Dictionnaire des évêques de France au XX^e siècle*, Cerf, Paris, p. 560-561. Voir également François Odinet, *L'épiscopat du cardinal Alexandre-Charles Renard, archevêque de Lyon de 1967 à 1981*, mémoire de 1ère année de master d'histoire moderne et contemporaine (sous la direction de Jean-Dominique Durand), ENS-LSH, 2006, p. 170.

18. Témoignage bref mais éloquent sur ce point de *Max Bobichon, Un prêtre dans la cité*, Entretiens avec Jean-Dominique Durand et Thomas Montmessin, Éditions Libel, Lyon, 2017, p. 85.

19. Gabriel Matagrin, *Le Chêne et la Futaie. Une Église avec les hommes de ce temps, entretiens avec Charles Ehlinger*, Paris, Bayard, 2000.

Avant d'en venir précisément aux groupes qui, au-delà de l'équipe resserrée autour du cardinal-archevêque, animent le catholicisme lyonnais, il faut tenter de donner quelques éclairages sur le protestantisme lyonnais du milieu des années 1960, très mal renseigné faute d'études universitaires.

Sur le plan institutionnel, les études manquent pour connaître l'Église réformée de Lyon au milieu des années 1960[20]. L'Église luthérienne de Lyon est quant à elle plus documentée grâce à la thèse récente d'Alain Briand-Barralon qui embrasse une période très large, de l'édit de Fontainebleau au milieu des années 2000. La période 1950-1969 est celle des « années Henry Bruston », lequel a succédé comme pasteur du temple de la rue Fénelon à André Desbaumes (1938-1949) dans une même lignée d'ouverture sur l'extérieur. Plusieurs éléments attestent d'une renaissance et d'un œcuménisme recherché au milieu des années 1960 : l'édition du journal *En attendant*, qui tire alors à un millier d'exemplaires ; des rencontres avec les curés et fidèles des paroisses catholiques voisines de Saint-Pothin et du Saint-Nom-de-Jésus ; et en février 1968, la création d'un « Comité mixte de travail et d'étude » composé de 12 membres (six catholiques, six réformés et luthériens désignés par leurs Églises) pour aborder la question des mariages mixtes après un premier texte pastoral élaboré sur la question en mai 1967 ; les contacts avérés du pasteur Bruston avec le groupe des Dombes. Les années 1960 sont également celles d'interrogations et de débats sur la collaboration avec l'Église réformée de France (ERF). Le Foyer du nouveau quartier de la Duchère inauguré en 1965 offre l'occasion d'un rapprochement. L'Assemblée générale de 1967 se préoccupe particulièrement du sort des jeunes : le club qui leur est destiné n'a pas le succès attendu. D'une façon plus générale, le pasteur qui est aussi responsable de l'Alliance des équipes unionistes déplore en septembre 1965 une baisse de l'assistance au culte dominical. Alain Briand-Barralon mentionne quelques chiffres mais pour des dates qui encadrent notre sujet : en 1975, 120 foyers composaient la paroisse luthérienne et parmi eux 73 participaient aux offrandes. En 1961, 70 enfants sont inscrits à l'école du dimanche[21].

2 Qui sont les chrétiens lyonnais au début 1968 ? Groupes et figures

2.1 Ordres et congrégations : un clergé nombreux mais mal connu

Si l'on inclut les jésuites[22] et les dominicains[23] dont je dirai peu de choses car des communications sont prévues sur ces deux ordres religieux, 29 communautés reli-

20. Le livre de Roland Gennerat, *Histoire des protestants à Lyon des origines à nos jours* (Au Jet d'ancre, Lyon, 1994) ne s'attarde que très peu sur la seconde moitié du XX^{e} siècle.

21. Alain Briand-Barralon, *La communauté luthérienne de Lyon (1685-2007), d'une Église étrangère à une Église lyonnaise ouverte aux étrangers*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction d'Yves Krumenacker, Université Jean Moulin – Lyon 3, 2014, 555 p. , p. 334 sqq ; compléments biographiques sur le pasteur Henry Bruston apportés par son fils André (correspondance avec l'auteur, 3 mai 2018).

22. Lesquels possèdent trois communautés de prêtres : la maison provinciale rue Duquesne, la résidence rue Sala et le Séminaire des missions de Syrie montée de Fourvière. Henry Bruston signale le rôle (méconnu) du jésuite Henri Coing, sociologue de l'urbain, dans l'apaisement des manifestants lors de la clôture de la manifestation sur le pont Lafayette (correspondance avec l'auteur, 3 mai 2018).

23. Forts de quatre communautés : le couvent rue Bugeaud, le couvent d'étude Sainte-Marie à Éveux, la Maison Saint-Joseph qui accueille Économie et Humanisme à Caluire et la Maison Saint-Abraham place Gailleton.

gieuses de prêtres sont présentes dans l'agglomération lyonnaise début 1968. Parmi celles-ci, certaines ont un relief particulier du fait de maisons provinciales ou de personnalités qui les animent au milieu des années 1960. C'est le cas par exemple des assomptionnistes qui possèdent leur maison provinciale avenue Debrousse et l'Institut missionnaire de l'Assomption (« Valpré ») à Écully. 1968 est l'année d'ordination de Bruno Chenu (1953-2013) après un cursus de théologie aux Facultés catholiques. Autre personnalité assomptionniste moins connue mais figure marquante de l'action sociale et psychosociale à la veille de 1968 à Lyon et Villeurbanne : Roland Iatonni, aumônier du lycée Jean-Perrin, très investi dans l'équipe chargée des soins psychiatriques extrahospitaliers à Villeurbanne, « Santé mentale et communautés », particulièrement intéressée par le traitement au long cours des troubles psychotiques, et à l'origine de deux communautés patients-soignants dans les années 1970, le Cerisier et la Maison de la Baïsse [24]. Capucins, rédemptoristes et de nombreuses congrégations missionnaires (Pères maristes, missions africaines, Oblats de Marie-Immaculée, Pères blancs…) font de Lyon un centre rayonnant du clergé à l'échelle de la France et au-delà. Les oratoriens ont en charge l'aumônerie de l'INSA (1957) rue des Antonins à Villeurbanne. Sans aucune prétention à l'exhaustivité qui serait ici d'un intérêt limité, on peut ajouter, parmi les institutions qui comptent : l'institut séculier du Prado, sous la direction d'Alfred Ancel, qui s'internationalise dans les années 1960 [25] ; le foyer de préparation missionnaire de la Mission de France rue Ferdinand-Buisson ; cinq communautés religieuses de frères, parmi lesquels les Frères des écoles chrétiennes, les Frères maristes des écoles et les Petits Frères de la Sainte-Famille ; enfin, le nombre des différentes communautés religieuses de femmes s'élève à 95 dans l'agglomération, en plus de quelques associations féminines [26].

2.2 Étudiants et professeurs

Le monde de l'enseignement, à tous les échelons, mérite une attention particulière dans cet avant-1968. Tout à l'heure, Daniel Moulinet évoquera les Facultés catholiques de Lyon. Le Grand séminaire Saint-Irénée à Francheville compte 10 professeurs, dont l'âge varie entre 34 ans pour le plus jeune d'entre eux (Henri Bourgeois, professeur de dogme, né en 1934) et 63 ans pour le plus âgé (Joseph Basseville, né en 1905, supérieur du Grand séminaire et professeur de pastorale). Tous occupent leur poste de professeur depuis moins d'une quinzaine d'années : Jean Alberti y a été nommé professeur de théologie dogmatique en 1953, les plus récemment arrivés, René David (théologie dogmatique), André Favrot (Écriture sainte) et Henri Bourgeois, en 1967.

L'enseignement catholique, dirigé depuis 1958 par le chanoine René Alengrin (né en 1910), est un vaste réseau d'institutions qui occupent à Lyon une place fondamentale

24. Roland Marmoz des Jeunesses communistes le cite comme un homme de « grande ouverture » au moment de mai 1968 (voir son témoignage dans *L'intelligence d'une ville : vie culturelle et intellectuelle à Lyon entre 1945 et 1975. Mai-juin 1968 à Lyon. Actes de la rencontre proposée le samedi 26 avril 2008 à la Bibliothèque municipale de Lyon, sous la direction de Michelle Zancarini-Fournel*, Bibliothèque municipale de Lyon, Lyon, 2008). Roland Iatonni s'est ensuite marié. Il est l'auteur d'un article dans *Information psychiatrique* en 1977. Après son décès, le centre médico-social de la rue Louis-Becker porte son nom sur décision du Conseil municipal de Villeurbanne en 1983. Sur ses réalisations, voir également Marcel Sassolas, « La Baïsse : une communauté thérapeutique pour psychotiques », *Santé mentale au Québec*, 6-2, novembre 1981.

25. Alfred Ancel, *Le Prado. La spiritualité apostolique du P. Chevrier*, Cerf, Paris, 1982, p. 243 sqq.

26. *Annuaire du diocèse de Lyon*, 1968.

dans la formation de la jeunesse. L'institution des Chartreux est le seul collège diocésain dans Lyon mais nombreux sont les collèges catholiques disséminés dans la ville et dans la proche banlieue, en particulier à l'ouest. Citons, parmi les établissements fréquentés par les familles catholiques lyonnaises : l'école Ozanam (externat de lycéens), l'Externat Sainte-Marie (Pères maristes) montée Saint-Barthélémy sous la direction du P. Marc Perrot, Saint-Thomas d'Aquin à Oullins tenu par les Dominicains, l'Externat Saint-Joseph des jésuites, l'École franco-canadienne de Sainte-Foy-lès-Lyon tenue par les Oblats de Marie-Immaculée, Notre-Dame des Minimes des Pères salésiens, le pensionnat « Aux Lazaristes » par les Frères des Écoles chrétiennes, le Pensionnat Saint-Louis tenu par les Frères du Sacré-Cœur, Notre-Dame de Bellegarde à Neuville des Frères maristes des écoles, l'Externat de la Trinité, l'Externat Charles de Foucauld des Frères de la Sainte-Famille, le Cours Zimmermann, l'École des Samuels (Oblates du Cœur de Jésus) à Écully, l'Institution Denuzière ou encore l'Institution Ampère à Champagne. L'enseignement technique est également bien représenté : par l'École catholique des arts et métiers de Lyon (ECAM) tenu par les Frères des Écoles chrétiennes et dont Jean Comby est l'aumônier depuis 1965 [27] ; par l'École d'apprentissage supérieur dirigé par le chanoine Maurice de La Mache, l'École de La Salle des Frères des Écoles chrétiennes dans le 1er arrondissement, les Ateliers d'apprentissage du Père Boisard qui dispose de plusieurs centres dans l'agglomération et enfin l'École d'orientation professionnelle du Prado rue Sébastien-Gryphe. Pour les jeunes filles, il existe 25 instituts, cours et pensionnats dont 19 sont situés sur la commune de Lyon.

Dans l'enseignement public lyonnais, la présence des catholiques est notable parmi les professeurs et maîtres-assistants, en particulier à l'Université. La Faculté des Lettres paraît en compter un certain nombre. Citons son doyen l'historien André Latreille, que son maître-assistant Bernard Comte défendra des accusations d'immobilisme et de faux-libéralisme dans une querelle avec le journaliste Dominique Dubreuil dans la revue *Esprit* à l'été et à l'automne 1968 [28] ; l'islamologue Roger Arnaldez ; l'assistant à la Faculté des Lettres Pierre de Gaulmyn auteur avec l'abbé Jacques Guichard d'un article sur Mai 68 dans la revue *Recherches et débats* du Centre catholique des intellectuels français en 1969 [29] ; Pierre Truchon, maître assistant de philosophie à la Faculté des Lettres de Lyon, auteur de la contribution « L'évènement et la foi » dans

27. Il y assure des cours de religion et de culture générale. Seul le second subsistera à la rentrée 1968 (entretien de l'auteur et de Claude Prudhomme avec Jean Comby, Francheville, 16 mars 2018).

28. Pour Dominique Dubreuil, les professeurs « s'enfermaient chez eux », « les maîtres omni, semi et pseudo-libéraux restaient fascinés par ces canards [les étudiants révoltés] », « un autre historien, despote et vaniteux ornement social-chrétien de bourgeoisie et de chronique officielle parisienne, jouait la valse-hésitation entre le téléphone rectoral et des étudiants qui l'ignoraient ». Sa conclusion est nette : mai 68 à Lyon a procédé à un « arrachement des masques », l'autorité tombe d'elle-même (« Journal à plusieurs voix. La révolution à Lyon », *Esprit*, juin-juillet 1968, p. 1104-1107). Pour Bernard Comte au contraire, la crise a révélé les caractères et les convictions des hommes au-delà des positions hiérarchiques. Il défend en particulier André Latreille qui, malgré sa réputation de dureté envers les étudiants, aurait été présent lors des évènements, au risque d'être accusé de complicité avec le désordre ambiant par certains de ses collègues, et aurait su accompagner les discussions au sein de la Faculté de Lettres pour une gestion paritaire (Bernard Comte, « À propos de "la révolution à Lyon" », *Esprit*, août-septembre 1968). Dans un entretien récent, Bernard Comte met toutefois l'accent sur l'action des maîtres-assistants (avec les historiens Jacques Rossiaud et François Delpech) pour changer les règles de fonctionnement au sein de la Faculté des Lettres (entretien avec Jean-François Cullafroz, novembre 2016, accessible en ligne sur la chaîne YouTube).

29. Pierre de Gaulmyn et Jacques Guichard, « Table ronde : réflexions d'octobre sur mai à Lyon », *Recherches et débats*, 1969, p. 57-66. Nous remercions Étienne Fouilloux de nous avoir signalé cet article et celui présenté dans la note précédente.

la même livraison ; le jeune historien Jacques Gadille vient de soutenir sa thèse en 1967 sur *La pensée et l'action politiques des évêques français au début de la Troisième République*[30]. L'enseignement public compte de nombreux aumôniers en ce milieu des années 1960. Pour la Paroisse universitaire, c'est le P. José Confavreux, né en 1930, qui assure la charge d'aumônier depuis 1960. Jean Latreille né en 1926, fils du doyen Latreille, agrégatif de philosophie, docteur en théologie, est quant à lui responsable de l'aumônerie de l'ensemble des facultés et grandes écoles de l'agglomération lyonnaise depuis 1964. Mais plusieurs aumôniers encadrent les étudiants des différentes branches de l'enseignement supérieur dans l'agglomération : les P. Chaine, Lhaumet et Boyer pour la Faculté de droit, les oratoriens Clavel, Perrot et Ringeval à l'INSA, Jacques Guichard et Henri Bourgeois au 69 rue Pasteur pour la Faculté de Lettres, les P. Huet et Matray pour les Facultés de médecine et pharmacie, Sanson et Trouillet au 2 place Gailleton pour la Faculté des sciences ou encore Henri Leroy pour les étudiants étrangers pour lequel existe un Foyer international des étudiants au 13 quai Romain-Rolland. On trouve d'autres lieux de rencontre, de travail et de restauration pour les étudiants, tenus par les jésuites, parmi lesquels le Cercle des étudiants en médecine au 27 quai Gailleton autour du P. Charignon et la Maison des étudiants catholiques (MEC) pour les étudiants en médecine au 6 quai Claude Bernard tenue par le P. Lhaumet. De multiples pensions et maisons de famille tenues par des congrégations accueillent étudiants et étudiantes, dont par exemple la Maison des étudiantes de la rue Pierre-Robin tenue par les Sœurs de Notre-Dame de Sion. Enfin, les collèges et lycées publics, garçons et filles, ont leur aumônier, de même que les classes préparatoires aux grandes écoles dans ces mêmes lycées. Citons les P. Guinand et Auboyer au lycée du Parc, et Chassagneux au lycée Ampère.

Le Centre culturel de la rue Georges Courteline à Villeurbanne, futur CCO[31], offre un exemple à part. Il doit sa création cinq ans plus tôt en 1963 au P. Jean Latreille déjà cité qui est alors aumônier des étudiants catholiques de l'INSA. Dès le projet initial d'aumônerie, Jean Latreille a tenu à associer les protestants à sa démarche. Parmi les membres fondateurs (qui n'est pas encore « œcuménique » dans son appellation) figurent les pasteurs Bruston et Lambert, respectivement aumôniers de la Faculté des sciences et de l'INSA, et un représentant de la Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants (FFACE), Durand-Gosselin. La chapelle, le logement des aumôniers et les salles de réunion dédiées à la pastorale des jeunes sont achevés à l'été 1967 sur un terrain acheté par l'Association diocésaine et une 1ère réunion du conseil d'administration de l'association peut s'y tenir en janvier 1968. Un des moments importants a été la constitution en 1967 d'un Comité de maison confié à des étudiants sous la bienveillance d'un « résident » membre de droit[32].

Pour compléter ce tableau de la jeunesse catholique scolaire et étudiante et de leurs aumôniers, il faudrait pouvoir en connaître davantage sur le scoutisme et le gui-

30. Jean-Dominique Durand, « *In memoriam* Jacques Gadille (1927-2013) », *Chrétiens et sociétés*, 19, 2012, p. I-IV.

31. Mentionné comme « Premier cycle toutes facultés à la Doua » et non comme centre culturel dans l'*Annuaire du diocèse 1968*.

32. Je me permets de renvoyer à mes diverses contributions sur l'histoire du CCO disponibles sur le site de l'association.

disme dans le diocèse, qui disposent de sept aumôniers mais pour lesquels les travaux manquent [33].

La JEC a, quant à elle, traversé une crise profonde en 1965, à propos du mandat des évêques et de la légitimité d'un engagement politique dans le contexte de la fin de la guerre d'Algérie. À la veille de 1968, ils sont sans doute nombreux, garçons et filles, à militer au sein des sections lyonnaises, comme Bernadette Béraud à la JECF, élève-maître à l'École normale d'institutrices de la Croix-Rousse et leader de la contestation dans cette institution en mai-juin 1968 [34]. L'accès aux archives du mouvement pour ces années 1965-1968 n'a toutefois pas été possible. Quel état des lieux peut-on dresser du catholicisme social lyonnais ?

2.3 Les fondamentaux du catholicisme social lyonnais

En 1964, Lyon a accueilli les Semaines sociales sur le thème « le travail et les travailleurs dans la société contemporaine ». La Chronique sociale de France sous la houlette de sa secrétaire générale Emma Gounot (depuis 1953 et le restera jusqu'en 1972) organise une fête en février 1968 pour célébrer son 75^{e} anniversaire [35]. Du 1er au 3 mars, des « mini-Semaines sociales », conçues à destination d'un public local et régional, réunissent quelque 500 personnes salle Sainte-Hélène. Quelques jours plus tard, le 19 mars, suit l'ordination sacerdotale de Joseph Folliet par Mgr Ancel dans l'église Saint-André de la Guillotière, entourés de multiples personnalités ecclésiastiques diocésaines et nationales [36]. La création de la revue *Croissance des jeunes nations* en 1961 par Georges Hourdin, Joseph Folliet et Gilbert Blardone a été complétée par la fondation du Centre éponyme de documentation et de dialogue avec le tiers-monde. Le CCFD, jusqu'alors hébergé par le Secours catholique, déménage en février 1968, signe peut-être de tensions entre les deux organismes qui n'ont pas exactement la même vision de l'action de l'Église [37].

La doctrine sociale de l'Église se décline en effet à Lyon comme ailleurs (mais probablement à Lyon *plus* qu'ailleurs, du fait d'une riche tradition) par de multiples autres organismes et mouvements, aux orientations apostoliques variables. Il existe traditionnellement tout un réseau d'institutions de charité que coordonne Mgr Matagrin au sein du Centre de liaison des œuvres charitables et sociales de Lyon (CLOC). On compte ainsi en 1968 35 établissements dans l'agglomération prenant en charge enfants et adolescents en situation de handicap, quatre foyers pour malades, cinq maisons de retraites diocésaines, sans compter la présence forte des congrégations et des aumôniers dans le monde des prisons, des hôpitaux (dont Christian Montfalcon est alors l'aumônier) et des maisons pour vieillards. Parmi les organismes charitables, il

33. Parmi les autres instances de socialisation catholique, le scoutisme joue incontestablement un rôle clé dans l'engagement, comme l'attestent à l'échelle des individus les cas présentés dans l'ouvrage *Lyon en luttes*. Néanmoins, l'anonymisation des témoins interviewés limite toute investigation complémentaire (Collectif de la Grande Côte, *Lyon en luttes…*, *op. cit.*, p. 14 et 287). Julie Pagis estime dans son travail d'ampleur nationale que près de 40 % des enquêtés ont connu des expériences de scoutisme (Julie Pagis, *Mai 68, un pavé dans leur histoire…*, *op. cit.*, p. 40).

34. « Avoir 20 ans en 1968 à Lyon », interview de Jean-François Cullafroz, avril 2018, accessible en ligne sur la chaîne YouTube.

35. *Église de Lyon* du 26 janvier 1968.

36. Antoine Déléry, *Joseph Folliet (1903-1972). Parcours d'un militant catholique*, Cerf, 2003, Paris, p. 437.

37. *Église de Lyon* du 23 février 1968.

faut citer le Foyer Notre-Dame des Sans-Abris créé en 1950, qui se professionnalise en ce milieu des années 1960. Habilité à recevoir le 1 % patronal depuis 1963, l'organisme de Gabriel Rosset est reconnu comme organisme constructeur : ses premiers programmes de relogement à partir de 1965 bénéficient à 900 familles deux ans plus tard. En 1967 il obtient de la DASS la mise à disposition d'une première assistante sociale pour les cités de transit ainsi qu'un éducateur spécialisé et devient officiellement un service social en 1970 [38]. Dans cette galaxie, plusieurs autres structures d'action sociale au sens très large coexistent, parmi lesquels le Centre lyonnais d'information presse (CLIP) du chanoine Claude Roffat, l'éducation catholique au cinéma autour du chanoine Georges Chassagne, l'antenne diocésaine de Pax Christi au 3 rue Sala avec P. Joseph Bécaud. Côté protestant, les œuvres sociales sont moins nombreuses mais la CIMADE, le Centre Pierre Valdo, l'Entraide protestante ou la Mission populaire sont particulièrement actives dans l'agglomération.

Les mouvements d'Action catholique, générale et spécialisée, gagneraient à être mieux connus. Coiffés en 1968 par l'autorité de Mgr Matagrin (depuis 1960), ils sont une pépinière de militantes et de militants. Les sections JOC et JOCF de Villeurbanne ou de Saint-Jean des États-Unis figurent sans doute parmi les plus actives mais quelle est l'action de leur aumônier le pradosien Roger Servy ? L'ouvrage *Lyon en luttes* cite les témoignages de jocistes lyonnais : René Travers, qui découvre la JOC à 16 ans, Marthe Tanière, employée dans les PTT, ou Brice Houry, tous trois futurs militants CFDT et PSU [39]. L'ACO est sous la responsabilité de Maurice Delorme, également délégué diocésain à la Mission ouvrière depuis 1966. Du curé de la cathédrale Saint-Jean Jean Gay aux militants de quartier comme Paulette Rosset, il y a là tout un pan de l'Action catholique en milieu ouvrier que des témoignages viendront peut-être éclairer. Le mouvement des cadres, ingénieurs et dirigeants chrétiens (MCC) du diocèse ont pour aumônier le jésuite François Varillon mais là encore le chantier reste ouvert [40]. En revanche, grâce à une documentation assez abondante conservée aux Archives diocésaines, l'Action catholique des milieux indépendants lyonnaise pourra sans doute dans un avenir proche faire l'objet d'une recherche universitaire. Pour l'heure, à partir d'un rapide sondage, on se contentera de préciser ici qu'en 1966, l'ACI de l'archidiaconé Saint-Jean revendique près de 1 800 membres dont la grande majorité (1 400 environ) sont des femmes, répartis en 256 équipes dans l'agglomération, lesquelles se distinguent entre nuance « classes moyennes » et nuance « aristocratie-haute bourgeoisie ». Plusieurs femmes paraissent un jouer un rôle important d'animation et de coordination, parmi lesquelles Mesdames Darodes (Écully), Arduin, Peyrot et Morel-Journel. Les réflexions de l'équipe diocésaine portent notamment sur la définition du milieu, le rôle de l'ACI dans le diocèse, les difficultés de recrutement dans un milieu rétif à l'engagement, ou les réactions face à la guerre d'Algérie pendant laquelle beaucoup d'officiers ont été mobilisés et ont mal vécu, eux et leurs familles, les prises

38. Axelle Brodiez, « Le Foyer Notre-Dame des sans-abris, emblématique de l'action caritative lyonnaise » dans Bernadette Angleraud, Valérie Aubourg et Olivier Chatelan (dir.), *50 ans de catholicisme à Lyon…*, *op. cit.*, p. 75-88.

39. Collectif de la Grande Côte, *Lyon en luttes…*, *op. cit.*, p. 286.

40. Le livre récent sur l'histoire du mouvement patronal chrétien en France, par ailleurs très riche, fournit relativement peu d'éléments sur le cas lyonnais dans les années 1960. Voir Marie-Emmanuelle Chessel, Nicolas de Brémond d'Ars et André Grelon, *L'entreprise et l'Évangile. Une histoire des patrons chrétiens*, Les Presses de Sciences-Po, Paris, 2018.

de position d'une partie des catholiques [41]. Les P. Jacques Rebattu et Pierre Gibaud sont les aumôniers des équipes ACI, JIC et JICF du diocèse.

3 L'actualité des chrétiens lyonnais au début de l'année 1968

Cette dernière partie du panorama servira à apporter des éléments de réponse à deux questions : quels sont les évènements relayés par la presse catholique lyonnaise en début d'année 1968 ? Peut-on identifier des personnalités chrétiennes engagées dans des groupes extra-ecclésiaux, à gauche comme à droite ?

3.1 La presse, reflet des préoccupations catholiques lyonnais début 1968 ?

Pour répondre à la première question, on a dépouillé l'hebdomadaire catholique d'information *L'Essor* ainsi que le bulletin diocésain. Ce dernier fait l'actualité en janvier : la vénérable *Semaine religieuse du diocèse de Lyon* devient *Église de Lyon* au moment où le P. Vignon qui faisait office de rédacteur en chef depuis dix ans passe la main au P. Michel Chartier, qui revient d'Afrique où il a acquis une expérience dans la presse. Signe des temps, la nouvelle mouture n'est pas pensée comme un simple changement de nom, mais comme un lieu possible, bien que contrôlé, d'expression des fidèles :

> « Pour la tribune libre, nous sommes bien d'accord bien que le genre soit difficile, dans l'espèce "*Semaine religieuse*"surtout. *Église de Lyon* ne veut pas être seulement une… courroie de transmission mais une plateforme où l'on peut s'exprimer librement et dialoguer » [42].

On peut retenir quatre types d'évènements relayés dans les deux hebdomadaires entre janvier et avril 1968. D'abord des changements dans la pastorale du diocèse. Ainsi, à la demande du Comité permanent de l'épiscopat et sans doute dans la perspective de la publication quelques mois plus tard de l'encyclique *Humanae vitae* (25 juillet 1968) par le pape Paul VI, est créée en mars 1968 une délégation diocésaine à la pastorale familiale, qui est confiée à Christian Montfalcon déjà en charge des aumôneries des milieux sanitaires et sociaux [43]. Par ailleurs, *Église de Lyon* fait état de réunions et réflexions dans le clergé diocésain en mars 1968 sur la place des travailleurs étrangers, dont les conditions de vie et de travail préoccupent une partie des catholiques [44]. Le second sujet de la presse catholique lyonnaise est la venue du général de Gaulle à Lyon, à la fin du mois de mars. Le président de la République participe à une célébration à la cathédrale, avant de se rendre à la Foire de Lyon où le cardinal prononcera une homélie lors de la traditionnelle messe qui accompagne l'évènement commercial [45].

Mais ce sont surtout les annonces des multiples conférences qui remplissent les pages des deux hebdomadaires. Il y a d'abord les rendez-vous réguliers, comme les allocutions très attendues du P. François Varillon, conférencier de haute volée du « mois

41. Archives diocésaines de Lyon, boite 13/II/191 : ACI-MICIAC.
42. *l'Essor*, 5 janvier 1968 ; citation du P. Chartier dans *Église de Lyon*, 19 avril 1968.
43. *Église de Lyon* du 15 mars 1968.
44. *Église de Lyon* du 1er mars 1968.
45. *L'Essor* du 29 mars 1968.

intellectuel » ou « littéraire » né en 1946 [46]. L'évêque auxiliaire Gabriel Matagrin, décidément omniprésent à Lyon en ce milieu des années 1960, assure aussi des conférences, comme en mars où il intervient aussi bien à l'église Saint-François de Sales qu'à la Bourse du Travail sur le thème des liens entre foi et engagement. Il en va de même pour les cycles réguliers de conférences, à l'instar de la Semaine des intellectuels catholiques qui se tient salle Sainte-Hélène à la mi-mars [47]. Les « dimanches de la Tourette » au couvent d'Éveux sont également systématiquement annoncés, y compris sur des questions provocatrices (« Dieu est-il utile ? » en mars 1968) ou lorsque des dominicains très engagés y prennent la parole, tels le P. Jean-Yves Jolif (1923-1979) sur « Foi et psychologie moderne » (février) ou le P. Jean Cardonnel (1921-2009) sur la foi des jeunes (janvier). Ponctuellement, Lyon accueille des hôtes de marque, comme l'archevêque de Turin, le cardinal Pellegrino, orateur sur « L'Église et la culture » le 6 mars ou le « vagabond de la charité » Raoul Follereau qui réunit un auditoire nombreux salle de l'Opéra. On peut ajouter à ces conférences la soutenance aux Facultés catholiques de la thèse de doctorat en théologie de l'Américaine Agnès Cunningham [48], de la congrégation des Servantes du Sacré Cœur de Jésus. Son travail salué par une pleine page dans *L'Essor* porte sur l'humanisme chrétien à partir de la vie et des positions du théologien anglais John Henry Newman (1801-1890), étudiées pendant quatre ans d'études à Lyon puis Strasbourg [49].

Enfin, l'actualité religieuse du diocèse est marquée par les retombées du Concile, dans un contexte d'interrogations, dans la presse et dans l'Église de France, sur le ministère du prêtre, ses représentations dans l'opinion et les éventuels aménagements de son statut canonique [50]. La première session du Conseil du presbyterium a lieu les 26 et 27 mars 1968 à la Rivette. Il s'agit de répondre à une demande du Concile de mettre en place un organisme de représentation du clergé diocésain afin d'aider l'évêque dans son gouvernement. Les délégués ont été nommés selon trois « sources » distinctes : les secrétaires de zone ou de secteur (1ère source), les collèges par fonctions (2e source) et les membres désignés par l'archevêque (3e source [51]). Au total, deux tiers des 115 membres ont été élus par leurs confrères. La rencontre commence (« comme au Concile ! » dit le secrétaire général le P. Roger Bourrat) par une modification de l'ordre du jour à la demande des participants afin de s'interroger en amont des travaux sur la signification de la représentation et du caractère consultatif du Conseil

46. Depuis juillet 1964, le jésuite a quitté la résidence de la rue Sala pour la maison de retraites de la Compagnie au Châtelard (Francheville), dont il devient le supérieur et le directeur. Il la dirige jusqu'en décembre 1971 et y meurt en 1978. Il intervient également comme conférencier pour les Foyers de culture implantée à Lyon par le dominicain Dalmace Bassette en 1946 (Étienne Fouilloux, *François Varillon. Essai biographique*, Desclée de Brouwer, Paris, 2007).

47. *Église de Lyon* du 8 mars 1968.

48. Agnès Cunningham est devenue en 1977 la première femme présidente de la Catholic Theological Society of America et ses livres (sur le rôle des femmes dans l'Église ou l'œcuménisme) ont été traduits en plusieurs langues.

49. *L'Essor*, 19 janvier 1968.

50. *Le Pèlerin du XXe siècle* publie le 14 avril 1968 les résultats du sondage d'opinion « Comment des Français voient-ils le prêtre en 1968 ? » (annoncé par *Église de Lyon* du 5 avril). Le même mois, le bulletin diocésain relaie l'appel du cardinal-archevêque sur les vocations : « En réponse à l'appel de Paul VI, nous prions aujourd'hui pour les vocations sacerdotales et religieuses [...]. On parle beaucoup trop du "malaise" des prêtres, comme s'il était général ! Le mot "malaise" est d'ailleurs affectif et imprécis ! Une telle insistance n'est ni tonique ni attirante pour les jeunes ! Il faut avoir la loyauté et le courage de le dire. Combien de prêtres (nombreux) sont heureux de leur sacerdoce ! » (*Église de Lyon* du 26 avril 1968). *L'Essor* consacre encore une page sur « le prêtre à l'ordre du jour » dans son édition du 3 mai 1968.

51. Listes des délégués publiées dans *Église de Lyon* des 1er et 15 mars 1968.

du presbyterium. Il en aurait résulté, d'après le compte-rendu publié dans *Église de Lyon*, une prise de conscience d'une liberté et d'une coresponsabilité dans l'étude des questions à venir. Cette première session est marquée surtout par plusieurs scrutins, ce qui est nouveau, qui donnent lieu à des résultats, parmi lesquels la constitution de différentes commissions pour l'automne 1968 et une large consultation dans le diocèse sur plusieurs enjeux jugés essentiels : « les besoins et les projets des hommes d'aujourd'hui ; l'état de l'organisation actuelle de l'Église diocésaine ; les réformes nécessaires concernant le clergé et les structures ». Est également adopté par le Conseil du presbyterium le vœu de création « le plus tôt possible » d'un Conseil de pastorale réunissant prêtres, laïcs et religieux, ce à quoi le Cardinal répond qu'il s'agit d'abord de mettre en place un Conseil de l'apostolat des laïcs et un Conseil des religieuses, mais toutefois « pas dans l'immédiat », car un « temps de maturation » est nécessaire [52].

3.2 Des engagements extra-ecclésiaux au milieu des années 1960

Signalons, afin de faire une transition avec les communications suivantes, les engagements hors Église d'un certain nombre de chrétiens à Lyon à la veille de 1968. Dans l'exercice de fonctions politiques, il faut citer Philomène Magnin (1905-1996), membre active de la CFTC lyonnaise avant-guerre, conseillère municipale de Lyon entre 1944 et 1978, un temps adjointe aux Affaires sociales et pionnière dans l'agglomération pour la création d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad [53]). Ou le démocrate-chrétien et ancien résistant Benoît Carteron (1908-1996), successeur de Laurent Bonnevay à la présidence du Conseil général du Rhône (1957-1979).

Nombreux sans doute sont les catholiques engagés à la jeune CFDT et au SGEN, comme Bernard Comte cité plus haut ou la militante Suzanne Rata [54] (décédée en 2014). À gauche, le Cercle Tocqueville est un des principaux lieux de la réflexion politique, très actif au milieu des années 1960 dans la nébuleuse des clubs qui forment la « deuxième gauche [55] ». Né dix ans auparavant, en mai 1958, il poursuit un objectif de formation et d'information des citoyens, en se substituant à une SFIO jugée impuissante et déliquescente pendant la guerre d'Algérie, avant de participer à la reconstruction d'un nouveau PS. Présidé par l'avocat Claude Bernardin, conseiller municipal de Caluire, membre du collectif des avocats défendant les membres du FLN, véritable maître à penser de cette « école citoyenne pour une génération lyonnaise », qui avait, avec Joseph Folliet, créé en 1957 avec l'appui du cardinal Gerlier le Comité lyonnais pour le respect des droits de la personne, le Cercle s'inscrit dans la mouvance des catholiques mendésistes cherchant une rénovation des institutions républicaines et du personnel politique.

Au milieu des années 1960, le Cercle organise des conférences publiques dans la salle Sainte-Hélène et surtout des cours du soir qui réunissent jusqu'à 120 étudiants, parfois

52. *L'Essor* du 5 avril 1968, *Église de Lyon* du 12 avril 1968.

53. *Le Progrès*, 10 mai 2015.

54. Suzanne Rata, membre de l'UD CFTC, est également la tante de Jean Berthinier (1942-2015), professeur, syndicaliste CFDT, militant du PSU puis du Parti socialiste, maire adjoint de Villeurbanne, très actif à l'UNEF lors des évènements de mai-juin 1968 à Lyon. Voir Christophe Coupaud et François Ménétrier, « Berthinier Jean », *Dictionnaire Maitron* (accessible en ligne).

55. Alain Eck, *La Rose et le Goupilllon. Le Cercle Tocqueville de Lyon*, Lyon, EMCC, 2007.

en collaboration avec l'INSA, sur des thématiques politiques, économiques et de gestion municipale. Son journal *En Bref* (1958-1972, 215 numéros) (que complète *En Bref Municipales* entre octobre 1964 et octobre 1968) est tiré à 3 000 exemplaires depuis le début des années 1960 et compte alors un millier d'abonnés. Parmi ses membres, on compte : son trésorier Étienne Matray, secrétaire national de la JEC dans les années 1950 (et futur secrétaire de la Fédération du Rhône du Parti socialiste (1968-1980) et président de la Fédération nationale des centres sociaux) ; sa secrétaire générale Renée Dufourt, professeur de philosophie, secrétaire nationale de la JECF [56] ; le compagnon de la Libération Alban Vistel ; le journaliste du *Progrès* Robert Butheau ; l'étudiant Jean-Étienne Lapassat (futur maire socialiste de Romans-sur-Isère, 1983-1990) ; le professeur d'histoire Jean Peyrot ; le professeur de philosophie au lycée du Parc et animateur du groupe *Esprit* à Lyon Jean Lacroix, ou encore pendant un temps Robert Jourdan, professeur de lettres classiques, longtemps « compagnon de route » du PC qui a quitté l'Union des chrétiens progressistes en 1956 [57]. Gabriel Matagrin est également proche du Cercle et André Latreille en a été le premier président jusqu'en novembre 1961.

Côté protestant, la section lyonnaise de la Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants (la « Fédé ») s'est politisée dès avant mai, comme l'indique par exemple la correspondance entre Jean Latreille et les pasteurs lyonnais lors de la fondation du CCO en 1963 [58]. André Bruston en a été le responsable régional en 1962-1963 et est co-directeur de camps d'été pour la FFACE. Instituteur, passé par le service en Algérie (février 1958-septembre 1960) agrégatif d'histoire, adjoint d'enseignement au lycée des Minimes en 1968, il est très présent à la Faculté des Lettres en mai ainsi que dans le comité d'action de son lycée. Cependant, la « Fédé » de la rue de Sévigné ne paraît pas suffisamment instituée pour peser sur les évènements lyonnais, à la différence des adhérents et adhérentes eux-mêmes qui y joueront un rôle souvent très actif. Ils ou elles militaient au milieu des années 1960 pour le planning familial, la légalisation de la contraception et le droit à l'avortement [59].

Cependant, même si les études sont encore plus rares que pour les chrétiens de gauche, il paraît indispensable de citer des engagements de catholiques lyonnais à droite à la veille de mai 1968 et qui *a priori* n'en partageront pas les intuitions. Dans cette mouvance, le Centre Universitaire Charles Péguy (CUCP) créé à Lyon rue Sala est un lieu de ralliement. Fondé par le professeur de biologie aux Facultés catholiques Michel Delsol, il organise régulièrement des conférences, qui portent en 1968 sur la distinction naturel/artificiel et plus généralement sur l'intervention de l'homme dans

56. Renée Dufourt a été co-fondatrice en 1974 du Groupe de recherche pour l'accession des femmes au diaconat, appelé ensuite Groupe de recherche et d'action pour les ministères à venir (GMV) puis membre du cabinet de la secrétaire d'État chargée des Droits des femmes Michèle André dans le gouvernement Rocard II (juin 1988 – mai 1991).

57. D'après Alain Eck, Robert Jourdan s'éloigne du Cercle en 1968 car il l'accuse de vouloir marginaliser le PCF. Il est la seule personnalité du Cercle Tocqueville à ne pas prendre sa carte au Parti socialiste après 1968.

58. Plusieurs étudiants de la FFACE (qui et combien ?) ont également fait partie du « groupe de Villeurbanne » d'extrême gauche qui participa aux débuts du « Mouvement du 22 mars » lyonnais avant de s'en détacher (*L'intelligence d'une ville…*, *op. cit.*, p. 79).

59. Correspondance d'André Bruston avec l'auteur, 3 mai 2018. Aujourd'hui sociologue et urbaniste à la retraite, est le second fils du pasteur luthérien Henri Bruston cité plus haut. Il est aussi l'auteur d'un mémoire de diplôme d'études supérieures sur *Les protestants lyonnais sous la Restauration* soutenu en 1967 à la Faculté des Lettres sous la direction d'André Latreille (*RHEF*, 160, 1972).

la matière vivante à l'heure de la loi Neuwirth autorisant la contraception en France (décembre 1967). Le Cercle est fréquenté par sa fille Chantal née en 1947, qui militera quelques semaines plus tard au sein du Mouvement autonome des étudiants lyonnais (Madel) sis 20 rue Bellecordière, hostile à Mai 68, qu'a fondé le jeune Charles Millon, son futur mari, avec Michel Chapas [60]. À la veille de 1968, d'autres (futures) figures intellectuelles catholiques poursuivent leurs parcours universitaire ou politique. C'est le cas du philosophe Jean-Noël Dumont (né en 1947), alors étudiant à la Faculté des Lettres, qui sera enseignant en classes préparatoires à l'Externat Sainte-Marie à partir du début des années 1970 [61], ou du canoniste Dominique Le Tourneau (né en 1942), membre fondateur en 1966 de l'Union des étudiants pour le progrès (UJP, le mouvement de jeunesse gaulliste) et entré cette même année dans la prélature de l'*Opus Dei* [62].

Le courant intransigeant à Lyon est certes pour partie né avant le Concile, par exemple l'école catholique de la Péraudière à Montrottier dans les Monts du Lyonnais fondée en 1954 par Luce Quenette (1904-1977) proche du dominicain Roger-Thomas Calmel (1914-1975), et qui après 1968 bénéficie du double soutien de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X (1970) et de la communauté capucine d'observance traditionnelle de Morgon [63] (1972). Mais le Concile a créé une ligne de faille, qu'a étudiée avec acuité Pierre-Yves Véricel pour la région lyonnaise. Parmi les figures, Henri Rambaud (1899-1974), fils du professeur et directeur du *Nouvelliste* Joseph Rambaud, écrit dans la revue *Itinéraires* que Jean Madiran a créée en 1956 et il fréquente la paroisse de la Trinité, église nouvelle du 8e arrondissement de Lyon, où le curé le P. Roger Largier (1922-1998) incarne une vision du catholicisme hostile à l'*aggiornamento* conciliaire. Il faudrait aussi pouvoir connaître les responsabilités qu'occupent alors les principaux animateurs du catholicisme traditionaliste à Lyon après 1968, des membres de l'association « Lectures chrétiennes » à ceux de la Société Augustin Barruel, du Cercle Saint-Joseph aux P. Georges Vinson (1915-1999), Michel-Louis Guérard des Lauriers (1898-1988) ou Guy Gérentet de Saluneaux (né en 1930 [64]).

À la veille de mai 1968, les chrétiens lyonnais ne forment pas un bloc homogène de sensibilités politiques ou même religieuses. Il y a *des* catholicismes et sans doute *des* protestantismes, parce que le contenu de la foi est vécu et interprété de façon diverse par les croyants. Si un certain nombre de militants chrétiens ont participé aux journées de Mai, il serait sans doute erroné de considérer que la majorité des catholiques a adhéré aux idées du moment. Les étudiants de la JEC et de la JECF ou les fils et filles de militants jocistes sont certes nombreux à battre le pavé pour

60. Charles Millon, *La Paix civile*, Odile Jacob, Paris, 1998, chapitre 8. Michel Chapas a été maire de Sainte-Foy-lès-Lyon entre 1995 et 2014.

61. Jean-Noël Dumont est le fondateur à Lyon en 1999 du Collège supérieur de philosophie.

62. *Le Monde*, 22 novembre 1966 ; page Web personnelle de Dominique Le Tourneau.

63. En 1968, le P. capucin Eugène de Villeurbanne co-fondateur du couvent lefebvriste de Morgon en 1983, ne réside pas dans la région lyonnaise mais dans la paroisse de Poulaines (Indre) où il mène une vie érémitique et de prédication jusqu'en 1970. Voir Pierre-Yves Véricel, *Les oppositions au concile Vatican II et à ses applications dans le diocèse de Lyon, 1965-1996*, mémoire de maîtrise d'histoire (sous la direction de Jean-Dominique Durand), Université Jean Moulin – Lyon 3, 2002, en particulier chapitre 6.

64. Éléments biographiques fort utiles (mais surtout postérieurs à 1968) dans Pierre-Yves Véricel, *Les oppositions au concile Vatican II…*, *op. cit.*

faire advenir la révolution [65]. Mais combien de catholiques manifestent dans les rues de Lyon le 31 mai pour demander un retour à l'ordre ou accueillent le résultat des élections législatives de juin avec soulagement ? Probablement beaucoup. La fracture est donc ouverte après juin. Dans sa vaste synthèse sur 50 ans de catholicisme à Lyon après Vatican II, Jean-Dominique Durand rappelle le clivage qui divise le clergé diocésain : au Forum des prêtres de septembre 1968 répond une pétition signée par 200 autres prêtres (ou peut-être certains ont-ils changé de position entre-temps) en février de l'année suivante, en faveur du cardinal Renard et du pape Paul VI [66]. Certains, d'autre part, ont pu s'éloigner sur la pointe des pieds : les chiffres de départ de prêtres sont éloquents mais on oublie aussi ceux qui n'ont pas accepté la mise en œuvre du Concile, comme cet abbé Michel Bouteille (1896-1988) signalé par Pierre-Yves Véricel, ordonné prêtre pour le diocèse de Lyon en 1924, professeur au séminaire d'Oullins jusqu'en 1965, date à laquelle il refuse les réformes conciliaires et s'éloigne chez une parente dans la Drôme où il vit une grave crise personnelle avant de revenir s'installer comme aumônier à la Péraudière au début des années 1970 [67].

Pour les chrétiens qui sont présents à Lyon en tout cas, l'évènement ne laisse pas indifférent. La gravité du moment est bien résumée par des universitaires chrétiens en lettres, sciences économiques et sciences réunis en octobre 1968 dans une table-ronde organisée par la revue *Recherches et débats* du CCIF. Le compte-rendu qu'en ont fait Pierre de Gaulmyn et Jacques Guichard indiquent à la fois la place des catholiques dans les appareils de pouvoir et le fil tiré par ces intellectuels avec Vatican II, perçu *a posteriori* comme un facteur potentiel de déstabilisation :

> « Pourquoi, de manière très spontanée, instinctive, avons-nous été en plein milieu ? Il n'était pas question qu'on soit en dehors, certes, mais pour quelle raison ? Plutôt que de faire une analyse pseudo-objective, on peut partir du fait : nous avons été là et il se faisait que beaucoup de chrétiens y étaient, dans une attitude commune, à des positions-clés, dans des postes de responsabilité divers. Il était impossible pour nous de ne pas y être. Nous étions déjà ébranlés et préparés : de manière plus lointaine, pour un certain nombre d'entre nous, depuis la Libération, nous étions installés de fait dans une certaine insécurité, en porte-à-faux avec la stabilité de l'Institution-Église. [...]. Le rôle de Vatican II fut peut-être d'installer cette insécurité de façon officielle à l'intérieur de l'Église [68] ».

65. Les auteurs de l'ouvrage *Lyon en luttes*, pourtant peu spécialistes d'histoire religieuse, écrivent que la majorité des enquêté(e)s sont issu(e)s de familles catholiques. Voir François Alfandari, Lilian Mathieu et Vincent Porhel, « "On pouvait être catho..." » ..., *op. cit.*, p. 281. À l'échelle nationale, Julie Pagis dans son travail sur la génération soixante-huitarde déclare que 40 % des enquêtés ont été éduqués par des parents pratiquants (Julie Pagis, *Mai 68, un pavé dans leur histoire...*, *op. cit.*, p. 40).

66. Jean-Dominique Durand, « Du Concile à aujourd'hui... », *op. cit.*, p. 12. Peut-on suggérer un autre exemple d'écart, celui qui manifestement sépare la congrégation des frères maristes de celle des pères maristes, même s'il ne faut pas forcer le trait ? Si une partie des premiers prend une part active dans l'éducation populaire et l'animation socioculturelle auprès des jeunes, par exemple dans le quartier populaire de Croix-Luizet à Villeurbanne (autour du mariste Jean-Pierre Lachaize notamment), l'Externat Sainte-Marie semble au contraire avoir diffusé une éducation catholique plus conforme à la tradition, comme le laisse penser le nombre de personnalités lyonnaises passées par cette institution, comme élèves ou comme professeurs : Joseph Folliet, Henri Caffarel (1903-1996) fondateur des Équipes Notre-Dame, Jean-Noël Dumont, Charles Millon, Guy Gérentet de Saluneaux.

67. Pierre-Yves Véricel, *Les oppositions au concile Vatican II...*, *op. cit.*, p. 47.

68. Pierre de Gaulmyn et Jacques Guichard, « Table ronde... », *op. cit.* Analyse semblable par un groupe de catholiques issus d'un « scolasticat lyonnais » : « Mais il semble que ce soit surtout le Concile

qui ait été déterminant. Il a habitué les chrétiens à remettre en question les positions acquises. Nous avons été encouragés à ne plus entériner forcément toutes les manières de voir et d'agir des anciens. La contestation faisait son entrée dans l'Église. Il apparaît à quelques-uns que les évènements de mai sont les premiers fruits, les plus convaincants, de Vatican II. C'est peut-être maintenant que les suites du Concile cessent d'être de petites adaptations liturgiques, canoniques ou autres, pour entre dans la grande histoire ». Citation dans Jacques Marny, *L'Église contestée. Jeunes chrétiens révolutionnaires*, Le Centurion, Paris, 1968, p. 213-225.